

PAR COURRIEL

Québec, le 22 novembre 2021

Objet : Votre demande d'accès à l'information du 19 novembre 2021

La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information datée du 19 novembre dernier.

Par cette demande, vous désiriez obtenir copie des informations ou des documents suivants :

- le cautionnement fourni par le commerçant
dont le numéro de permis est .

En réponse à votre demande, nous vous transmettons une copie du dernier cautionnement fourni par ce commerçant.

Cependant, les renseignements personnels qui se retrouvaient dans le document remis ont été caviardés puisqu'ils auraient permis d'identifier une personne physique, ce qui est contraire à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Les articles 53, 54 et 59 édictent d'ailleurs ce qui suit :

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants :

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation ;
si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné
par le titulaire de l'autorité parentale ;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans
l'exercice d'une fonction juridictionnelle ; ils demeurent cependant
confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis clos ou s'ils
sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de
non-diffusion.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une
personne physique et permettent de l'identifier.

59. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée. (...)

Notez par ailleurs qu'en vertu de l'article 135 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision. Le document intitulé « avis de recours en révision » est joint à la présente et vous fournit plus d'explications.

Veillez agréer, _____, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[Original signé]

Me Marjorie Théberge
Responsable de l'accès à l'information

p. j.